



HAL
open science

ALEXANDRE MARC : LES IDEES PERSONNALISTES AU SERVICE DE L'EUROPE.

Bertrand Vayssière

► **To cite this version:**

Bertrand Vayssière. ALEXANDRE MARC : LES IDEES PERSONNALISTES AU SERVICE DE L'EUROPE.. Milieux, réseaux et personnalités porteurs de projets d'unité européenne, Nov 2001, Cergy-Pontoise, France. pp.383-401. hal-00749398

HAL Id: hal-00749398

<https://hal.science/hal-00749398>

Submitted on 7 Nov 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ALEXANDRE MARC : LES IDÉES PERSONNALISTES AU SERVICE DE L'EUROPE.

Bertrand Vayssière, université Toulouse II- Le Mirail

Alexandre Marc représente un cas singulier parmi les porteurs de projets européens : certes, il a un projet pour l'Europe, qui porte le nom de « fédéralisme intégral », mais son parcours est tellement particulier que l'on peut se demander si l'étiquette de « non-conformiste », qui le rattache à ce courant intellectuel des années Trente du même nom, n'est pas à l'origine de l'ignorance dans laquelle est tenue son action. Cet homme, d'une nature individualiste et doté d'un caractère entier, a suscité de nombreuses inimitiés¹, y compris dans le propre camp des fédéralistes dont il est pourtant l'une des figures de proue. De même, son exceptionnelle longévité le différencie de la plupart des grands porteurs de projets européens : Alexandre Marc est mort le 22 février 2000, à l'âge de 96 ans, alors qu'il était en train de rédiger un nouveau livre sur ce projet de fédéralisme intégral, qu'il ne désespérait toujours pas de voir triompher à l'échelle européenne.

Au-delà de cette opiniâtreté, qui nous renseigne sur la vitalité d'un homme ayant consacré toute son énergie à la défense d'un même idéal, on peut se demander de quel poids pèse une action menée en-dehors des cadres politiques et institutionnels traditionnels : Alexandre Marc rêvait d'une Europe commençant par une mobilisation de la société dans son ensemble, et se méfiait, de par sa formation intellectuelle et personnelle, d'un personnel politique qu'il a toujours abordé avec réticence. On doit également s'interroger sur le poids des circonstances dans l'action de Marc, action qui se présente tout au long de sa vie sous la forme de paliers successifs qui ont précisé son projet et déterminé la façon dont il l'a défendu.

Nous aborderons ainsi le sujet en trois parties, qui représentent autant de moments forts dans la mise en place du projet d'Alexandre Marc. Tout d'abord, nous nous intéresserons à sa formation, indissociable du parcours de l'homme, qui fait de Marc le modèle de l'« apatride » (à la manière d'un Richard Coudenhove-Kalergi²), plusieurs fois menacé d'expulsion au début des années Trente, à cause de ses origines russes, et dont la naturalisation ne sera effective qu'en 1946. Ce parcours mouvementé, qui se situe dans la période de l'entre-deux-guerres, démontre que le cadre européen n'est pas forcément un préalable au projet politique et social défendu, mais que la rencontre peut se faire au bout d'un long cheminement, Alexandre Marc envisageant ce cadre lorsqu'il a 40 ans. Après la pensée, l'action : aux yeux de Marc, la Seconde Guerre mondiale, comme pour beaucoup de fédéralistes, semble réunir les conditions révolutionnaires propres à faire triompher un projet jusque-là ignoré des élites et de l'opinion. Ce passage à l'action se fait au sein de l'*Union européenne des Fédéralistes (UEF)*, plate-forme imaginée pendant la guerre et que Marc a contribué à créer (décembre 1946), au sein de laquelle il s'implique totalement à une époque-charnière : le porteur de projet européen s'est alors mué en tacticien, impliqué dans les grands problèmes de réorganisation politique, économique et sociale posés par la fin de la guerre. Ce moment privilégié semble cependant s'achever avec les débuts de la Guerre froide, où le projet de Marc ne paraît plus correspondre au contexte politique : résigné au plan de l'action, il se transforme alors en formateur, pariant sur le pouvoir de ses idées sur le long terme.

I- Un apatride non-conformiste.

1) Une formation cosmopolite.

Alexandr Markovitch Lipiansky est né à Odessa, le 1^{er} février 1904 (19 janvier du calendrier julien), dans une famille juive, mais sans grande pratique religieuse : son père est un « brasseur d'affaires », alors que sa mère, fait rarissime pour l'époque et pour le pays, exerce un métier qualifié (elle est stomato-dentiste). Dès son plus jeune âge, Alexandr, entouré de précepteurs, témoigne d'une curiosité intellectuelle sans limites et déjà éclectique : le jeune Russe est très tôt attiré par l'école philosophique allemande, notamment à travers l'œuvre de

¹ On doit même se demander si Alexandre Marc ne souffrait pas d'une certaine paranoïa qui renforce ce sentiment d'être un incompris, dont le projet (il est vrai multiforme) expliquerait sa mise à l'écart des cercles européistes classiques : « Il y a sans nul doute, au sein du Mouvement européen, une certaine prépondérance de politiciens qui honnissent en moi le non-conformiste, de libres-penseurs et de protestants intolérants qui n'aiment pas en moi le catholique, de réactionnaires qui ont peur de mes idées sociales », *Lettre d'Alexandre Marc au Père Antoine Verleye*, cité dans LE MOULEC-DESCHAMPS Isabelle, *Alexandre Marc, un combat pour l'Europe*, Université de Nice-Sophia Antipolis, 1992, p.400.

² Que Marc a rencontré très tôt, et avec lequel il a échangé quelques lettres dans le tournant des années Trente, mais auquel il reproche une vision de l'Europe trop conservatrice et « mondaine ». Nous y reviendrons plus loin.

Nietzsche (il affirme avoir lu *Ainsi parlait Zarathoustra* à l'âge de 10 ans³) et d'Emmanuel Kant, qui défendent, l'un et l'autre, le refus de tout déterminisme et la supériorité de la valeur spirituelle de l'individu sur les considérations matérielles et utilitaires. Les penseurs socialistes russes du XIXe siècle complètent également chez le jeune homme cette formation précoce, notamment à travers leur idéal du *sobornos't* (communauté de personnes autogérées, telles que le *mir*, l'*artel'* ou l'*obshchina*), qui va occuper une place déterminante dans le futur projet d'Alexandre Marc. Parallèlement à cette formation livresque, Alexandre Marc se révèle très vite un homme engagé et milite au Parti socialiste révolutionnaire, en particulier après la dissolution de l'Assemblée constituante par les bolcheviks, le 6 janvier 1918 (19 du calendrier grégorien)⁴.

C'est dans ce contexte houleux qu'il quitte la Russie en 1919 pour la France, via l'Allemagne. Inscrit au lycée Saint-Louis à Paris où il engage de brillantes études, il découvre la philosophie « intuitiviste » de Bergson, avant de rejoindre ses parents installés à Berlin entre 1922 et 1923. Il parfait sa formation en fréquentant les universités allemandes, Iéna puis Fribourg-en-Brisgau, probablement inspiré par ses premières lectures et désireux de rencontrer certains maîtres à penser, notamment Heidegger ou Husserl. Cette expérience se révèle cependant décevante pour le jeune Marc, qui très vite rejette le manque d'implication politique de la philosophie de l'époque dans un moment de crise généralisée. De retour en France, où il s'inscrit à l'École libre des Sciences Politiques (1923-1927), avant de travailler aux éditions Hachette, il crée alors un premier groupe de réflexion, appelé Club du Moulin Vert (dont la première réunion a lieu le 27 octobre 1930), et rencontre régulièrement des hommes tels que Nicolas Berdiaeff, Jacques Maritain ou Gabriel Marcel. C'est à partir de ces rencontres que se forge la doctrine du personnalisme du groupe *Ordre Nouveau*.

2) La doctrine d'Ordre Nouveau.

Le groupe *Ordre Nouveau*, qui adopte finalement ce nom à la fin de l'année 1930, bâti au départ avec l'objectif de discuter les grands fondements spirituels de l'homme, glisse peu à peu vers une prise en compte plus générale des problèmes dérivant d'un contexte de crise. Obsédé par la « décadence de la nation française »⁵, le régime défendu par les hommes d'*Ordre Nouveau* ne se définit pas par sa forme juridique mais, surtout, par le fait qu'il met en avant un principe général d'organisation sociale respectant les diversités de tous ordres, à la différence du fédéralisme anglo-saxon, plus tourné vers les problèmes institutionnels.

Bernard Voyenne, militant fédéraliste et ami très proche de Marc, souligne dans son *Histoire de l'idée fédéraliste* que les fédéralistes sont arrivés très vite à maturité politique, au moment de la Libération, grâce aux réflexions d'*Ordre Nouveau*⁶. Pourtant, même si les liens entre personnalisme et fédéralisme paraissent évidents, ils n'ont pas été tissés de manière automatique par les fondateurs d'*Ordre Nouveau* dès le départ. Voyenne écrit en effet qu'Alexandre Marc, « comme ses camarades ne semblait [...] envisager alors [le fédéralisme] que comme une dimension –nécessaire mais d'une certaine manière complémentaire– de la doctrine révolutionnaire personnaliste qu'ils élaboraient »⁷. On retrouve assurément dans les propos tenus par les fédéralistes pendant la Résistance et au moment de la Libération certains points communs avec ceux du personnalisme d'avant-guerre. Le premier concerne la « troisième voie » entre capitalisme et communisme : Denis de Rougemont, dans *Politique de la Personne*, définit les personnalistes comme des « anticapitalistes déclarés, sans pour autant adopter la collectivisation abstraite préconisée par les soviets ; anti-nationalistes et cependant patriotes ; fédéralistes dans le plan politique européen, et personnalistes dans le plan moral »⁸. Le second point commun entre personnalisme et fédéralisme concerne l'apolitisme revendiqué par les fédéralistes qui, au même titre que les personnalistes, considèrent que les règles du jeu politique classique sont truquées par le « fatalisme » de la droite et le « volontarisme » de la gauche, compromises au même titre au sein d'une République vieillissante et coupée des réalités sociales ; d'où l'anticonformisme politique des deux mouvements, qui acceptent l'incorporation dans leur rang d'hommes venus de tous les horizons politiques, ayant pour point commun de rejeter un système dans lequel ils ne croient plus. Cet anticonformisme autorise la mise en place d'un courant politique particulier, partagé entre l'influence de la gauche libertaire et syndicaliste (méfiance à l'égard de l'imposture parlementaire et du laisser-faire économique) et celle de la droite maurrassienne, opposée à la centralisation jacobine et prônant le respect des communautés « vivantes », telles que la famille, la région, le

³ ROY Christian, *Alexandre Marc et la Jeune Europe (1904-1934)*, Presses d'Europe, Nice, 1998, p.54.

⁴ *Ibid.*, p.58.

⁵ Du titre phare de ARON Robert et DANDIEU Arnaud, publié en mai 1931 par les éditions Riéder.

⁶ VOYENNE Bernard, *Histoire de l'idée fédéraliste*, Paris-Nice, Presses d'Europe, t.III, 1981, p.164.

⁷ VOYENNE Bernard, *op. cit.*, p.202.

⁸ DE ROUGEMONT Denis, *Politique de la Personne*, Paris, Je Sers, 1934, p.240.

métier ou la nation. On peut relever une certaine ambiguïté de ces hommes qui ne veulent « ni droite ni gauche »⁹, accusant le parlementarisme de tous les maux.

Le mouvement *Ordre Nouveau*, créé en décembre 1930, débouche sur le personnalisme¹⁰, qui est un engagement fondé sur l'idée de la personne et basé sur une réflexion spirituelle (Marc se convertit au catholicisme le 29 septembre 1933 au couvent du Bon Pasteur à Pau) opposée aux philosophies totalisantes (Hegel, Marx) et créatrices de faux dieux (nationalismes)¹¹ et dont les mots d'ordre sont « spirituel d'abord, économique ensuite, politique à leur service ». Les grands axes de cette pensée, qui se développe tout au long des années Trente, projettent une organisation économique non étatisée et libératrice de l'homme, contre le monisme étatique, pour le pluralisme en matière économique et sociale, envisagée encore dans un cadre réduit, celui de la seule France. Il s'agit avant tout de « fédérer les forces françaises pour construire un ordre nouveau » : Marc a pu défendre cette vision à travers une multitude de collaborations avec des journaux français (*La Vie Intellectuelle*, *Sept*, *Temps Présent*, *Plans*), plus rarement étrangers (*New Britain*).

Dans le même temps, Marc a certes défendu l'idée d'un « Front unique de la jeunesse européenne »¹². Il fait éditer à l'âge de 29 ans, en collaboration avec René Dupuis, le livre *Jeune Europe*¹³, dans lequel les auteurs insistent sur la valeur « interculturelle » d'une nouvelle génération marquée par les déceptions de la Grande Guerre et par les révolutions qui en résultent. Cette jeunesse, désireuse de ne plus céder à l'encadrement des partis, s'est « radicalisée » ; elle est ouvertement « révolutionnaire », ayant rompu avec le système libéral et parlementaire ainsi qu'avec l'individualisme « abstrait »¹⁴. Les « relais » allemands de cette pensée sont nombreux outre-Rhin. Marc les rencontre lors de ses pérégrinations universitaires, tels Otto Strasser ou surtout Harro Schulze-Boysen du groupe *Gegner* (*Adversaires*), que Marc présentait comme le futur chef de file d'un mouvement révolutionnaire européen fédéraliste¹⁵, Walter Dirks et Paul Ludwig Landsberg. Ces rencontres, si essentielles pour Marc qui y voyait l'occasion de renouer un dialogue indispensable entre des jeunes gens qui n'auraient plus à s'opposer au nom de la rivalité inévitable entre Etats-nations, avaient commencé très tôt, mais ne débouchaient sur rien de concret. Une tentative de conciliation de ces différents courants non-conformistes, qui ont alors tendance à prendre des orientations idéologiques très différentes à partir d'une position commune de refus de la société libérale, eut lieu en février 1932 à Francfort, mais se termine sur un bilan décevant. Marc, qui ne peut que constater qu'une chape de plomb s'est refermée sur les intellectuels allemands (le groupe *Gegner* est interdit dès 1933), en appelle, à partir de là, à la création d'une Jeune Europe limitée à l'Occident.

La guerre le surprend dans une sorte de semi retraite dans le sud de la France, alors que le dernier numéro d'*Ordre Nouveau* a paru en septembre 1938 : il s'engage dans le 141^e d'infanterie alpine à Orange, peut-être poussé par le désir de démontrer son attachement à une France qui lui refuse obstinément sa naturalisation ; il y expérimente la « drôle de guerre » (pendant laquelle il est transféré au 5^e Bureau de l'Etat-major de la XVe Région). Démobilisé au cours de l'été 40, il s'installe à Aix-en-Provence sans trop savoir quelle suite donner à son action. Après avoir vainement tenté de rejoindre Londres puis l'Espagne, il franchit avec sa famille la frontière suisse au début de l'année 1943, pays dans lequel il se trouve bloqué jusqu'à la Libération¹⁶.

II- Un homme d'action pressé d'agir (1941-1948).

1) La définition du « fédéralisme intégral ».

⁹ Titre d'un article rédigé par JARDIN Jean, MAULNIER Thierry, LOUSTAU Robert, DE ROUGEMONT Denis et ARON Robert dans le n°4 de la revue *L'Ordre Nouveau*, octobre 1933, pp.1-6, repris dans l'ouvrage de Zeev Sternhell, éd. Complexe, Bruxelles, 2000 (rééd.), qui voit dans ce refus de choisir le creuset du fascisme à la française. On doit signaler la réponse des fédéralistes à cette attaque, notamment celle de SIGODA Pascal, « Qu'est-ce qui fait courir Z. Sternhell ? », suivi d'une « Note complémentaire » d'Alexandre Marc, *L'Europe en formation*, été 1987, n°268, pp.39-46 et pp.47-50.

¹⁰ Dont les principes, exposés en Allemagne dans les années dix par William Stern et Max Scheler, étaient alors inconnus en France.

¹¹ MARC Alexandre, CHEVALLEY Claude, « Patrie, Nation, Révolution », *Avant-Poste*, janvier-février 1934.

¹² MARC Alexandre, DUPUIS René, *Manifeste du Front unique de la jeunesse européenne* (1933).

¹³ MARC Alexandre, DUPUIS René, *Jeune Europe*, Librairie Plon, Paris, 1933.

¹⁴ *Ibid.*, p.XII.

¹⁵ ROY Christian, *op. cit.*, p.288.

¹⁶ « Nous vivons dans un véritable désert : aucune nouvelle de mes parents ; aucune nouvelle de ma belle-famille ; aucune nouvelle de mes amis lyonnais ; aucune nouvelle de l'équipe de *Temps Présent* ; aucune nouvelle de personne », *Lettre d'Alexandre Marc à Bernard Voyenne*, Estavayer, 24 novembre 1944, p.1, *Centre International de Formation européenne (CIFE)*, Nice.

La Seconde Guerre mondiale a joué un rôle important dans l'orientation de la pensée de Marc vers l'action européenne, au même titre que de nombreux fédéralistes, tel Altiero Spinelli. Chez Marc, la découverte du fédéralisme européen se fait d'abord sur le plan intellectuel, avec la lecture de Proudhon, dont il connaissait peu ou mal l'œuvre. De l'aveu même d'Alexandre Marc, on sait que Proudhon n'était pas très prisé au sein de la rédaction d'*Ordre Nouveau*¹⁷ : les théories proudhoniennes étaient en effet discréditées par leurs abstractions et leur « archaïsme », comme l'admettaient de nombreux non-conformistes, peu attirés par les solutions anarchistes. Marc, ébloui par cette lecture, va même jusqu'à faire publier une sélection de textes proudhoniens¹⁸, ce qui peut être considéré comme un exploit en temps de guerre.

A travers l'approche proudhonnienne, Marc considère que le fédéralisme pourrait être l'accomplissement politique du personnalisme, lui apportant une doctrine adaptée et une structure militante qui manquaient à un mouvement strictement intellectuel. Son projet se dessine avec une orientation nettement de gauche, agrégeant à son projet fédéraliste les traditions libertaires du mouvement ouvrier, mélange qu'il achève avec *Avènement de la France ouvrière* (écrit en 1944, publié en 1945) dont le dernier chapitre s'intitule « Fédéralisme intégral »¹⁹. Les ultimes mots de son livre expliquent les raisons de son choix : « Un terme, et un seul, semble échapper à la plupart des inconvénients qui grèvent ses rivaux et concurrents : socialisme, collectivisme, anarchie, etc... Un vocable et un seul peut être utilisé commodément pour exprimer, autant que faire se peut, les caractéristiques essentielles de la Révolution de l'ordre, conforme aux aspirations du prolétariat français : Fédéralisme »²⁰. Le fédéralisme d'*Ordre Nouveau* était essentiellement un état d'esprit²¹ : l'Europe était encore peu prise en compte dans ses réflexions. C'est principalement le travail direct d'une partie de la Résistance qui induit un changement d'échelle dans les objectifs politiques et sociaux du personnalisme.

Ainsi, le projet de Marc s'insère, dès lors, dans un cadre européen, avec l'idée de « fédérer les Forces Fédéralistes » (novembre 1943) au sein même de la Résistance. Cependant, ses idées, même si elles sont affirmées avec une vigueur renouvelée, ne semblent, pour l'heure, ne s'appliquer qu'à une France moribonde, qui a besoin de ce sursaut pour dépasser des faiblesses que Marc expose de manière assez brutale²². La lutte que compte engager Alexandre Marc vise donc à préserver l'intégrité de la France (en particulier contre « l'ingérence anglo-saxonne », pour reprendre ses termes) et à assurer son salut moral. La lutte pour l'Europe ne vient que dans un deuxième temps, celle-ci ne pouvant se réaliser que par l'initiative d'une France régénérée : « Dans l'œuvre nécessaire de construction d'une Europe, un rôle particulièrement important et, pour tout dire, décisif, appartiendra à la France. Cette affirmation reste étrangère à tout 'chauvinisme', à toute exaltation inconsidérée de l'orgueil national : qu'on examine simplement la situation probable de l'Europe de demain, et l'on ne manquera pas de reconnaître que la France, avec tous ses défauts et toutes ses faiblesses, se présente comme le seul pays capable d'assumer une pareille tâche »²³.

Comme Spinelli en Italie, Marc a l'idée que le fédéralisme est un projet qui peut triompher par l'engagement, et non par le sentiment, ce qui lui fait rejeter tout l'idéal européiste de l'entre-deux-guerres, qu'il a à l'époque largement ignoré. Marc et Spinelli se heurtent cependant sur de nombreux points, ne serait-ce que sur la manière de parvenir à la société fédérale ; leurs approches baignent dans une histoire et une culture qui les rendent toutes deux très particulières, attachées à des références et des représentations assez différentes l'une de l'autre ; de plus, elles sont fortement marquées par la personnalité de leur « créateur », chacun étant intimement persuadé qu'il suffira, à la Libération, de rencontrer les autres personnes qui, forcément, pensent le même fédéralisme qu'eux. Cependant, il existe incontestablement des points d'entente entre ces deux visions du fédéralisme, et d'abord l'approche du phénomène militant. L'un et l'autre fait le constat d'échec des idées

¹⁷ *Ordre Nouveau*, n°41, p.62.

¹⁸ MARC Alexandre, *Proudhon*, Librairie de l'Université de Fribourg, 1945.

¹⁹ Doctrine qu'il s'attache à présenter dans l'article « Le Fédéralisme intégral », *L'Action fédéraliste européenne*, n°2, 1946.

²⁰ MARC Alexandre, *Avènement de la France ouvrière. Traditions et aspirations des travailleurs français*, éd. Portes de France, Porrentruy, 1945, p.226.

²¹ « Premiers principes: Du fédéralisme », *Ordre Nouveau*, n°2, mai 1933.

²² *Note du 4 octobre 1943*, pp.1-2, Papiers personnels de M. Alexandre Marc, Vence.

²³ *Quelques réflexions sur l'avenir de l'Europe*, 20 mars 1944, pp.2-3, *Papiers personnels de M. Alexandre Marc*, Vence. Alexandre Marc ajoute cependant dans une version légèrement modifiée du même texte, rédigée le 16 mai 1944, qu'« il est peut-être bon d'observer que la thèse [de l'initiative française] ne porte nullement atteinte au rôle européen de l'Angleterre : mais le poids de l'empire britannique est tel que l'Angleterre proprement dite ne sera à même de remplir ses fonctions européennes que si l'unité de notre continent se pose et s'affirme », pp.2-3, *Papiers personnels de M. Alexandre Marc*, Vence.

fédéralistes d'avant-guerre, et pour les mêmes raisons : confidentialité, dilettantisme, élitisme de l'Idée²⁴. Sur ce dernier point, l'accord est parfait : chacun précise sa pensée en des manifestes et des rapports enflammés ; les deux sont conscients que le fédéralisme, faute de points d'appui dans l'opinion, serait une cause vaine. Et la conclusion s'impose : le Fédéralisme (on parle encore au singulier) a besoin d'une véritable plate-forme de combat, qui permette la coordination d'énergies isolées et indisciplinées... Au moment de la Libération, l'esprit de la Résistance semble précisément offrir la possibilité d'une unité d'action à ceux qui veulent l'unité européenne.

2) Marc et l'Union européenne des fédéralistes.

Le projet de Marc semble s'incarner avec la création de l'UEF, en décembre 1946, à l'origine de laquelle il est particulièrement actif : il en devient le premier secrétaire général, mais à la tête d'une organisation éclatée dans toute l'Europe et hétéroclite dans sa façon même d'envisager la formule fédéraliste. Pour Alexandre Marc, l'UEF doit, pour cette raison, rester un organe de « liaison, de coordination et de conjonction d'efforts autonomes » (mars 1947)²⁵. La position stratégique qu'il occupe dans cette organisation peut s'expliquer par les multiples contacts qu'il a rétablis ou instaurés auprès d'organisations fédéralistes de tous horizons tels que *La Fédération* (André Voisin), proche des milieux patronaux, ou les *Cercles fédéralistes et socialistes* (Claude-Marcel Hytte), plus tournés vers l'action syndicale. Dans un premier temps, il s'agit pour Marc de protéger l'UEF de l'influence de certains hommes politiques, qui semblent vouloir « récupérer » l'idée européenne à leur profit, tentative fortement ressentie à l'occasion du premier regroupement fédéraliste d'Hertenstein (15-22 septembre 1946), dont le message a été totalement occulté par le célèbre discours de Churchill à Zurich sur la nécessité des « Etats-Unis d'Europe ». Marc en garde une rancune dont il a du mal à se disculper : « Contrairement à ce que l'on dit et écrit habituellement, ce discours n'a pas "déclenché" l'action européenne, car elle existait déjà : mais il a contribué puissamment à attirer, sur l'importance de cette action, l'attention de l'opinion publique et des gouvernements »²⁶.

Le premier Congrès, à Montreux (27-31 août 1947) est sûrement le sommet fédéraliste le plus retentissant et le plus médiatisé : il s'agit de forger un corps de doctrine adapté au combat fédéraliste tout en faisant connaître au plus grand nombre possible de personnes l'action engagée depuis la Libération. A cette fin, ce Congrès privilégie l'intervention d'orateurs connus (Maurice Allais, Léon Jouhaux, Edouard Herriot), au risque de froisser certains militants de la première heure : l'UEF s'assure effectivement plus de publicité en allant chercher un de Rougemont (sollicité directement par Marc²⁷) qu'en laissant agir des fédéralistes moins « médiatiques ». L'accusation d'idéalisme, trop souvent portée contre la pensée fédéraliste, incline certains membres de l'UEF à rechercher une caution intellectuelle et à rechercher pour le mouvement une certaine influence auprès des gouvernements. C'est ce que plaide Alexandre Marc dans un numéro de *L'Action Fédéraliste Européenne*, quelques mois après le Congrès de Montreux²⁸. Parallèlement à cette recherche de soutiens prestigieux, une action en profondeur est, dans le même temps, menée pour que l'action fédéraliste soit connue du grand public : Alexandre Marc effectue ainsi, juste avant le Congrès, une série de conférences où il réunit parfois jusqu'à 800 personnes, comme à Nancy ou Reims²⁹, et multiplie les contacts avec la presse³⁰, même si Marc dénonce le « complot de silence » qui se trame contre les fédéralistes³¹.

Dans les principaux discours prononcés à Montreux, une large place est faite aux idées du personnalisme et du fédéralisme intégral prônées par Alexandre Marc concernant les rapports entre l'individu,

²⁴ MARC Alexandre, « Histoire des idées et des mouvements fédéralistes depuis la Première Guerre mondiale », in BERGER Gaston (dir.), *Le Fédéralisme*, Paris, PUF, 1956, pp.129-148.

²⁵ MARC Alexandre, « Pour l'action fédéraliste », *Cahiers du Monde Nouveau*, mars 1947, n°3, pp.104-10 ; MARC Alexandre, KOCH Henri, *Lettre circulaire n°8*, p.3, 25 avril 1947, p.3, WL-177, *Archivi Storici delle Comunità europee (ASCE)*, Florence.

²⁶ MARC Alexandre, *art. cit.*, in BERGER Gaston, *op. cit.*, p.143.

²⁷ DE ROUGEMONT Denis, « The Campaign of the European Congresses », in Ghita Ionescu (dir.), *The New Politics of European Integration*, Londres, MacMillan, Saint Martin's Press, 1972, p.12.

²⁸ MARC Alexandre, *Lettre circulaire n°9*, 29 avril 1947, WL-124, ASCE, Florence.

²⁹ LE MOULEC-DESCHAMPS Isabelle, « Alexandre Marc et l'action européenne d'après-guerre », *L'Europe en Formation*, été 1998, n°309, p.56.

³⁰ Les fédéralistes ont pu profiter de certains soutiens pour faire connaître le Congrès de Montreux, par exemple celui de Bernard Vuyenne, journaliste à *Combat* et membre de l'UEF, à qui Alexandre Marc envoie régulièrement des communiqués qui sont publiés en priorité dans le journal, *Lettre d'Alexandre Marc à Bernard Vuyenne*, Genève, 14 août 1947, CIFE, Nice.

³¹ *Lettre à Claude Bourdet*, Vaucresson, 18 septembre 1947, *Papiers personnels de M. Alexandre Marc*, Vence.

les communautés intermédiaires (commune, région, etc...) et l'Etat, ainsi que la circulation et la redistribution des richesses, sans oublier la « participation » à l'intérieur des entreprises. L'idée d'une Assemblée constituante européenne composée des représentants des peuples des différents pays y est largement minoritaire. L'antiparlementarisme de certains fédéralistes s'exprime dans leur opposition à la forme centralisée qu'aurait de manière automatique un Etat européen, simple transposition à une plus vaste échelle de l'Etat-nation, une sorte d'Europe jacobine. Les débats de Montreux se concentrent surtout sur l'action à mener à la base, c'est-à-dire à l'échelon des forces vives plutôt qu'à celui des institutions.

L'une des priorités du Congrès est de trouver un modèle économique apte à régler les divers problèmes de chacun des pays. Les ententes partielles, qui, sont à cette époque en gestation, ne sont pas du goût des fédéralistes : la cartellisation de l'économie européenne et la mise en place d'unions douanières particulières sont ainsi condamnées, telle celle que la France avait tenté d'instituer avec les pays du Benelux en créant, le 20 mars 1945, un Conseil Tripartite de Coopération Economique, au caractère discriminatoire vis-à-vis de l'Allemagne. Cette position fédéraliste contre les ententes partielles est résumée dans la motion de politique économique, rédigée par Marc et Allais, adoptée à l'issue du congrès. Elle stipule qu'« il serait absolument utopique de penser que des tentatives d'accords économiques réciproques entre Etats souverains pourraient, à elles seules, conduire à une véritable union fédérale européenne »³². A la recherche de solutions neuves et plus respectueuses de l'esprit européen, les fédéralistes proposent une mise en commun des ressources tant convoitées de la Sarre (que Marc espérait voir se muer en « district européen ») et de la Ruhr, au bénéfice de tout le monde.

Le Congrès de Montreux consacre les thèses du fédéralisme intégral, ce qui peut paraître logique si l'on considère que ces thèses se sont imposées depuis que le mouvement fédéraliste cherche à s'unifier. Toutefois, le discours de Spinelli tranche avec ceux des tenants du fédéralisme intégral. On peut y trouver les traces de ce fédéralisme « opportuniste » qui se complaît moins dans la théorie (on connaît son rejet des abstractions) mais qui prend en compte de manière plus nette le contexte politique. On peut dire qu'avec Spinelli, la Guerre froide fait une entrée remarquable dans des débats qui jusqu'ici l'avaient ignorée³³ : il s'agit de profiter de l'aide Marshall, récemment proposée, pour lancer l'unité européenne. L'idée d'une Europe-Troisième Force, chère à Marc, s'éloigne imperceptiblement.

III- Les désillusions de la Guerre froide.

1) Un projet dépassé par les événements politiques.

Curieusement, c'est au moment où Marc a imposé ses vues à un mouvement de plus en plus important (environ 100.000 militants en 1947) que son influence décline, car les conditions politiques imaginées vont changer avec la Guerre froide, qui oblige à adopter des points de vue radicaux et à privilégier l'ordre par rapport à la révolution. En fait, Marc aura été actif le temps de mettre en place une structure militante très hétérogène. Ses nombreuses conférences ont contribué à populariser les bases du fédéralisme intégral, les lettres circulaires qu'il envoie régulièrement aux différents groupes membres de l'*UEF* ont certainement permis de renforcer une structure aux origines improbables³⁴. Alexandre Marc rappelle à l'ordre tous ceux qui semblent se contenter de mener un combat idéologique, au risque d'oublier que l'argent est le nerf de la guerre³⁵.

Ce dernier point rappelle la concurrence que se font les mouvements européens entre eux dans la course aux subsides, et permet de mieux comprendre la gêne qu'un groupe dirigé par une personnalité comme Churchill puisse exister (*United Europe Movement*), pesant de son poids dans le débat européen, même dans les affaires d'argent. C'est ce que rappelle Brugmans lorsqu'il décrit cette quête de subsides, dont Alexandre Marc, trop révolutionnaire dans ses discours et fougueux de caractère, doit être exclu, car les interlocuteurs sont le plus souvent des hommes d'affaires, plus intéressés par les thèmes classiques des tarifs douaniers ou de la défense contre le communisme. C'est au détriment des fédéralistes que se fait ce premier apprentissage : le Hollandais Henri Brugmans, premier président de l'*UEF*, évoque par exemple une rencontre capitale (vraisemblablement en février 1947) entre Marc, Raymond Silva (secrétaire général adjoint) et lui-même, avec les représentants des grands groupes économiques suisses, afin d'obtenir des fonds pour l'organisation fédéraliste. Les trois fédéralistes ont la cruelle désillusion de voir leurs arguments démontés par l'un des hommes présents dans la

³² *Rapport du Congrès de Montreux*, Genève, 27-31 août 1947, p.130.

³³ *Discours d'Altiero Spinelli au Congrès de Montreux*, 27 août 1947, AS-10, ASCE, Florence.

³⁴ Par exemple, MARC Alexandre, *Lettre circulaire n°5*, 20 février 1947, WL-124, ASCE, Florence, lettre dans laquelle il demande que tout document imprimé par un des membres de l'*UEF* soit envoyé en 200 copies au Secrétariat afin d'être redistribué aux autres.

³⁵ MARC Alexandre, *Lettre circulaire n°15*, 10 juin 1947, WL-177, ASCE, Florence.

salle, le banquier Edward Beddington Behrens, un proche de Churchill, qui signale que l'UEF ne comporte aucun « grand nom » et qu'elle a des conceptions sociales douteuses³⁶.

Ces premiers mois de rapprochement entre européens donnent donc l'occasion de constater que les différences idéologiques sont très importantes entre les groupes et que la conception militante des fédéralistes se heurte à un système où prévalent les fortes individualités, engagées dans le combat tout en espérant l'orienter. La coopération avec ces mouvements européens disparates devient cependant inévitable avec la création du *Comité international de coordination des Mouvements pour l'unité européenne*, Comité mis en place le 11 novembre 1947, à Paris. L'accord du 11 novembre est ratifié par le Comité Central de l'UEF, le 15 novembre, malgré de nombreuses réticences³⁷, car c'est la droite qui est la mieux représentée au sein du courant européen. L'influence des « unionistes », qui n'imaginent pas une Europe intégrée, se fait donc sentir de manière très nette et démontre la naïveté de certains fédéralistes, facilement exploitée par les ténors de la politique. C'est ainsi qu'Alexandre Marc, pourtant l'un de ceux qui réclamaient la réunion historique de La Haye, estime avoir été dépossédé de cette idée par plus malin que lui, en l'occurrence Duncan Sandys, qui va bientôt présider aux destinées du *Mouvement Européen* : « Enfant de chœur politique [j'avais] confié avec une naïveté dont je rougis encore, à un dénommé Duncan Sandys, rencontré au Congrès de Montreux, la tâche d'assumer la liaison entre nous et La Haye, pour y préparer la réunion des Etats-Généraux de l'Europe »³⁸. D'où un « procès en paternité »³⁹ à propos de ce sommet qui en souligne bien l'ambiguïté aux yeux des militants fédéralistes.

2) Le Congrès de La Haye et ses conséquences.

Il n'empêche que très tôt, à l'UEF, on prépare cet événement, présenté comme un sommet capital pour la construction européenne. Il semble être l'aboutissement rêvé par les fédéralistes qui parlent à son propos de « véritables Etats-Généraux de l'Europe »⁴⁰ dans une brochure de décembre 1947, réalisée par Alexandre Marc : selon lui, il s'agit avant tout de rassembler les « forces vives » de l'Europe, plutôt que quelques grandes personnalités politiques, dont l'engagement européen lui paraissait sujet à caution⁴¹. Pour lui, cette réunion doit avoir une légitimité populaire qui puisse exprimer la volonté des Européens de réaliser leur unité et de conférer à La Haye une autorité politique. On retrouve, dans cet appel, la marque des fédéralistes intégraux, dominants jusqu'ici comme on a pu le voir à l'occasion du Congrès de Montreux, qui souhaitent faire appel à tous les acteurs sociaux, amenés à participer à leur propre destin politique⁴². Cependant, tout le monde n'est pas d'accord au sein de l'UEF sur l'appellation que l'on donnera à la manifestation, notamment chez les Italiens. Dans une lettre du 18 février 1948, Alexandre Marc estime qu'il faut mettre en place, dans la perspective de La Haye, un front « anti-Spinorossi »⁴³, car il craint la récupération de l'UEF par les Italiens (Spinelli et Rossi, rédacteurs du célèbre *Manifeste de Ventotene* et créateurs du *Movimento Federalista Europeo*), comme il l'exprime dans cette lettre à Bernard Voyenne du 28 janvier 1948 : « Il faut reconnaître, en toute objectivité, que la ligne politique de l'UEF était déterminée, jusqu'ici, d'une manière prépondérante, par 'ma' tendance. Si je m'écarte –comme le souhaitent certains- une déviation ne tardera pas à se produire. A mes yeux, ce serait trahir une œuvre que, plus que quiconque, j'ai contribué à fonder et à développer »⁴⁴.

Or, cette ligne politique est de plus en plus combattue au sein de l'UEF : Altiero Spinelli, dans un mémorandum présenté le 22 janvier 1948 à Rome⁴⁵, fustige le terme « Etats-Généraux ». Spinelli fixe au contraire à l'action fédéraliste des objectifs politiques qui, tous, ont trait au transfert de souveraineté :

³⁶ BRUGMANS Henri, *A travers le siècle*, Bruxelles, Presses interuniversitaires européennes, 1993, p.240.

³⁷ *Lettre de Henri Brugmans, Alexandre Marc et Raymond Silva aux membres de l'UEF*, 21 novembre 1947, UEF-210, ASCE, Florence.

³⁸ Cité dans LE MOULEC-DESCHAMPS Isabelle, *op. cit.*, p.316.

³⁹ Titre d'un article paru dans *L'Europe en Formation*, printemps 1994, n°292, pp.46-47.

⁴⁰ MARC Alexandre, *Brochure de l'UEF*, 20 pages, décembre 1948, UEF-128, ASCE, Florence.

⁴¹ MARC Alexandre, « L'Europe assume son destin », *Cahiers du monde nouveau*, n°5, mai 1948, p.4.

⁴² MARC Alexandre, *Projet concernant la délégation française pour les Etats-Généraux de l'Europe de La Haye*, 17 novembre 1947, AS-10, ASCE, Florence.

⁴³ *Lettre à André Voisin*, Genève, 18 février 1948, p.1, *Papiers personnels de M. Alexandre Marc*, Vence.

⁴⁴ *Lettre d'Alexandre Marc à Bernard Voyenne*, Genève, 28 janvier 1948, p.1, *CIFE*, Nice. Cette impression de récupération apparaît encore plus nette dans une lettre écrite au même correspondant un mois plus tard, où il écrit : « Epreuve politique : l'orientation de l'UEF m'inquiète, j'ai peur de perdre le contrôle de cette 'machine' que j'ai montée et d'en être réduit à jouer les apprentis sorciers », *Lettre d'Alexandre Marc à Bernard Voyenne*, 6 février 1948, p.2, *CIFE*, Nice.

⁴⁵ SPINELLI Altiero, *Mémorandum sur la préparation du Congrès de La Haye*, 22 janvier 1948, AS-11, ASCE, Florence.

convocation d'une Constituante européenne, nature des liens fédéraux entre chacun des membres et des pouvoirs à transférer à « l'autorité européenne », attitude des fédéralistes sur les grands problèmes internationaux, etc. Les thèses du fédéralisme « constitutionnel » prennent de l'ascendant au sein de l'UEF, d'autant qu'elles se calquent sur l'actualité politique : en effet, le 19 mars 1948, l'Assemblée française signe majoritairement (169 députés) une « motion sur la mise en place d'une Assemblée constituante européenne », présentée par des membres du *Groupe parlementaire fédéraliste* français, Edouard Bonnefous (UDSR), Paul Rivet (SFIO), François de Menthon et André Noël (MRP). Profitant de ce contexte politique favorable, d'autant que les parlements britannique (18 mars 1948) et hollandais prennent, au même moment, la même initiative, l'UEF charge certains de ses membres d'une réflexion sur la notion de transfert de souveraineté afin de l'aborder au cours du Congrès de La Haye⁴⁶.

Ce changement tactique est imposé à tous les membres du mouvement fédéraliste, et en particulier à Alexandre Marc, lors d'une réunion préparatoire du 30 janvier 1948 où est recommandée la discipline⁴⁷, ce qui, dans son cas, signifie qu'il doit définitivement oublier le terme « Etats-Généraux » : aucune déclaration sur La Haye ne peut être faite sans en référer au Secrétariat Général (qui est alors Raymond Silva) et le terme de « Congrès de l'Europe » s'impose à tous. Il s'agit maintenant pour les fédéralistes d'obtenir la présence à La Haye de personnalités dites « progressistes », parmi lesquelles Léon Blum figure en bonne place. Après avoir fait parvenir à ce dernier un aide-mémoire pour signaler l'intérêt des fédéralistes pour son œuvre⁴⁸, Marc cherche à le sensibiliser aux idées qu'il veut défendre à La Haye. Cependant, la rencontre tant attendue avec le grand homme lui laisse un goût amer. Voici ce qu'écrit Alexandre Marc de Léon Blum, qu'il a enfin contacté au mois de décembre 1947 : « Entrevue avec Blum. Il avait l'air très fatigué et j'étais frappé par son manque total de flamme révolutionnaire. Il a commencé par railler le mouvement fédéraliste en nous traitant de “panier de crabes” [...] J'avoue que j'ai eu froid dans le dos [...] Bref, Blum a consenti à me donner en main l'atout dont j'avais besoin [sa présence à La Haye], mais je l'ai trouvé très fatigué et d'ailleurs très obnubilé par le côté “mondain” (les “grands noms”) »⁴⁹.

L'atout dont rêvait Marc consistait à obtenir une caution pour les idées fédéralistes au plus haut niveau politique, en face d'unionistes bien représentés en la matière, autour de la personnalité centrale de Churchill. Or, la présence de ce dernier explique en partie la décision des travaillistes britanniques, dès le mois de janvier 1948, de ne pas participer au Congrès de La Haye. Les fédéralistes, en particulier Marc, auront beau tenter de convaincre le *Labour* de revenir sur sa décision⁵⁰, rien n'y fera, ce qui accentue l'isolement politique de l'UEF au sein du Congrès. Cette situation en dit long sur l'opposition entre les unionistes, qui veulent se contenter d'une coopération classique entre Etats européens, et les fédéralistes, qui sortent de ce Congrès avec la nette impression que « leur » Europe n'a pas été valorisée car, contrairement à leur attente, l'unité européenne n'a pas été, lors des débats, « la question préalable » (Marc était, pour sa part, un des rapporteurs sur la protection des droits et l'institution d'une Cour Suprême). A l'issue du Congrès de La Haye, certains membres de l'UEF, autour de Marc, avaient rédigé un communiqué de presse dans lequel on perçoit parfaitement où se situent les insuffisances du Congrès à leurs yeux : l'UEF regrette « qu'en matière politique, le Congrès n'ait point abouti à définir les moyens pratiques qui permettraient la convocation rapide d'une Assemblée Européenne, représentative de toutes les forces vives de la nation »⁵¹. Alexandre Marc, à rebours de la politique de modération prônée à La Haye, fustige ceux qu'ils appelle les européens conservateurs⁵². Face à ce conservatisme, Alexandre Marc en appelle à la création d'un « cartel progressiste »⁵³, rejoint par des hommes comme de Rougemont⁵⁴. Cette attitude « frontiste » inquiète les plus modérés des fédéralistes, tels Brugmans, qui se voit

⁴⁶ MOUSKHELY Michel, STEFANI Gaston, *Avant-projet de Constitution fédérale européenne*, 5 mars 1948, 12 p., ME-404, ASCE, Florence.

⁴⁷ Ce rappel à l'ordre déclenche une première brouille entre Alexandre Marc et Brugmans, à laquelle il fait allusion dans deux *Lettres à Bernard Voyenne*, Genève, 23 janvier 1948, p.1 et 3, et 24 janvier 1948, p.1, CIFE, Nice.

⁴⁸ *Aide-mémoire pour le président Léon Blum*, 3 novembre 1947, WL-99, ASCE, Florence.

⁴⁹ MARC Alexandre, *Lettre aux membres du Comité Central*, 21 décembre 1947, p.1, WL-84, ASCE, Florence.

⁵⁰ *Lettre d'Alexandre Marc à Harry Hynd*, Genève, 26 janvier 1948, UEF-3, ASCE, Florence; *Lettre d'Alexandre Marc à M. Mitrinovitich*, *New Europe Group* Genève, 7 février 1948, UEF-3, ASCE, Florence. *Lettre d'Alexandre Marc à Richard Acland*, *Chambre des Communes*, 24 février 1948, UEF-2, ASCE, Florence.

⁵¹ *Communiqué de presse de l'UEF*, La Haye, 11 mai 1948, UEF-210, ASCE, Florence.

⁵² MARC Alexandre, « De l'unionisme au Fédéralisme », *Fédération*, n°40, mai 1948, pp.9-11.

⁵³ *Lettre à Henri Frenay*, Genève, 16 novembre 1948, CIFE, Nice ; *Lettre à Claude-Marcel Hytte*, Genève, 17 novembre 1948 ; *Lettre à Raymond Rifflet*, Genève, 19 novembre 1948, *Papiers personnels de M. Alexandre Marc*, Vence.

⁵⁴ *Lettre à Alexandre Marc*, 1^{er} novembre 1948, *Papiers personnels de M. Alexandre Marc*, Vence.

critiqué à demi-mot pour leur « opportunisme »⁵⁵. Ce rejet explique la démission d'Alexandre Marc du *Comité International de Coordination*, dès juin 1948, écœuré par les « conversations de couloir, [les] démarches “diplomatiques” et, pour tout dire, [les] manœuvres [qui] ont fini par rendre étouffante, pour moi, l'atmosphère dans laquelle nous étions appelés à coopérer »⁵⁶.

L'échec de La Haye provoque chez Marc les premiers doutes. On a cependant surtout l'impression que c'est le contexte qui lui échappe : sa doctrine et l'action de type révolutionnaire qu'il prône sont devenues impossibles dans un contexte d'improvisation constante et de bonne volonté apparente des Etats. Marc, trop marqué par son refus de tout système, qu'il soit communiste ou capitaliste, semble dépassé par les événements. Redisons-le : officiellement, l'UEF soutient encore l'idée d'une Europe Troisième Force, à mi-chemin entre capitalisme américain et collectivisme soviétique, sans implication particulière avec l'un ou avec l'autre. Cependant, même Marc ne peut plus ignorer le rôle positif des déclarations politiques qui mettent sur le devant de la scène le besoin d'unité européenne et sa politisation : « L'offre sensationnelle du Secrétaire d'Etat américain, le général Marshall; le discours si significatif de Bevin; la rencontre Bevin-Bidault; les démarches accomplies par Clayton; autant d'indices, parmi d'autres, de l'ascension du problème fédéraliste au premier plan de l'actualité politique »⁵⁷. Cette « ascension » profite cependant à l'homme qui soutenait la « voie américaine » : Spinelli devient l'acteur le plus influent au sein de l'UEF, dont il fait ce « groupe de pression », à destination des seuls hommes politiques, dont ne voulait pas Marc. Après le second Congrès fédéraliste de Rome (novembre 1948), ce dernier fait le constat que « le fédéralisme dans son ensemble tourne le dos à la problématique spirituelle, culturelle et sociale et se consacre à une forme d'action qu'il qualifie volontiers de politique »⁵⁸ et souligne la contradiction qu'il y a à faire du lobbying auprès des Etats en matière fédéraliste⁵⁹.

Cet « opportunisme » tant dénigré par Marc est cependant justifié par le combat pour la « supranationalité » que mènent désormais ouvertement les fédéralistes auprès d'Etats qui semblent vouloir coopérer. Ainsi, Marc est peu présent dans les débats sur le Plan Schuman, dans lequel il ne voit qu'une fuite en avant : Alexandre Marc est l'un de ceux qui dénoncent le plus ouvertement la naïveté des fédéralistes, victimes d'une « accélération de l'Histoire » dans laquelle ils ont tout à perdre⁶⁰. Pour les mêmes raisons, Marc se tient en retrait des travaux du comité ad hoc, contrairement à Spinelli, très à l'aise dans la politique de couloirs. L'insertion du fameux article 38 dans le Traité de la CED justifie en effet le « virage constitutionnel » pris par l'UEF. Alexandre Marc, très méfiant face à ce « pas décisif » à partir duquel « l'idée fédéraliste européenne passe sur le plan gouvernemental »⁶¹, se tourne alors vers la formation, en suscitant la création d'un département des études fédéralistes⁶². Dès lors, il engage toute son énergie dans ces combats « d'arrière-garde », en participant aux camps de jeunesse de la Lorelei (juillet-septembre 1951), ou en créant des centres de formation européens, tels que le Centre européen de documentation à Sarrebrück, le Centre International de Formation européenne à Nice (1954) ou le Collège universitaire d'études fédéralistes à Aoste (1961), qui se veulent les instruments de formation de militants fédéralistes européens. L'échec de la CED, en août 1954, permettra un rapprochement inattendu avec Spinelli, sous la bannière des « maximalistes », au sein du *Congrès du Peuple européen* (1955-1961), qui signifie le refus du projet de « relance européenne » et provoque l'éclatement de l'UEF (novembre 1956).

Le destin du projet de Marc nous rappelle le contexte particulier de l'après-guerre et la simplification abusive qui consiste à n'en retenir que l'action des Pères de l'Europe. Car si la construction européenne prend corps avec les Traités de Rome en 1957, c'est durant l'époque chaotique de la Guerre froide qu'elle a été imaginée et préparée. Travailler sur Marc est aussi une manière d'assister à cette conception laborieuse, difficile, d'un projet porté en lui, dans la douleur, dans le doute, tout en découvrant qu'il peut exister un profond hiatus

⁵⁵ Lettre d'Alexandre Marc à J. Schröder, Genève, 18 juillet 1948, *Papiers personnels de M. Alexandre Marc*, Vence.

⁵⁶ Lettre d'Alexandre Marc à Raymond Silva, Genève, 25 mai 1944, UEF-4, ASCE, Florence ; Lettre à Suzanne Marc, 11 mai 1948, Lettre à V., 11 mai 1948, Lettre à Anne-Marie Trinquier, 22 mai 1948, *Papiers personnels de M. Alexandre Marc*, Vence.

⁵⁷ MARC Alexandre, *Lettre circulaire n°11, 18/6/47, WL-177, ASCE, Florence.*

⁵⁸ Cité dans LE MOULEC-DESCHAMPS Isabelle, *op. cit.*, p.435.

⁵⁹ *Ibid.*, p.440.

⁶⁰ Lettre d'Alexandre Marc à Guglielmo Usellini, Versailles, 27 juillet 1950, UEF-12, ASCE, Florence.

⁶¹ Titre de l'éditorial du *Bulletin de l'UEF*, n°3 bis, 25 août 1948, UEF-245, ASCE.

⁶² MARC Alexandre, *Rapport sur la création d'un Département Institutionnel*, 19 décembre 1948, UEF-128, ASCE.

entre l'utopie rêvée et la réalité politique. L'époque est riche de ces débats européens dont Marc n'est qu'un exemple, et dont il a été l'un des dupes : elle est certes prolifique, mais elle accouche finalement d'une formule européenne défensive et politique qui s'embarrasse peu des subtilités du personnalisme. On peut opposer certaines critiques à la vision marcienne : tout d'abord les aspects corporatistes du fédéralisme intégral, qui sont troublants après la période vichyste, et qui fait qu'Alexandre Marc, même si on peut l'exempter d'une quelconque sympathie pour les idées de la Révolution nationale, accepte des alliances qui discrédite son projet aux yeux de nombreux observateurs, fédéralistes y compris. D'autre part, le projet de Marc est par trop mécanique : on ne trouve pas de fondements historiques à sa formulation du fédéralisme et trop de contradictions dans cette pensée qui mêle l'ordre et les libertés, la pluri-appartenance et le corporatisme, etc. C'est que le projet de Marc, marqué par l'approche philosophique de son auteur, privilégie trop souvent l'idée sur l'action⁶³, le long terme sur le court terme, ce qui le rend incapable de recueillir un large consensus, non seulement auprès de ses pairs, mais également auprès de la classe politique et de l'opinion.

Peut-on pour autant classer Marc dans les rangs des « faiseurs d'idées » qui, depuis des siècles, ont jalonné l'histoire de l'idée européenne ? Non, car certaines de ses thèses retrouvent peu neuve dans le contexte de questionnement actuel, en particulier celle de l'obsolescence de nos structures politiques, économiques, sociales et culturelles qui ne sont plus adaptées au monde d'aujourd'hui, la dénonciation d'une société dominée par les organisations de masse, où l'homme est ramené au rang d'objet, ainsi que la pénétration de plus en plus forte de la technocratie dans nos vies quotidiennes. De manière générale, on peut dire que les positions de Marc sont moins affectées par le désenchantement des stratégies reposant sur l'assistance par l'État-nation. Certaines des solutions personnalistes peuvent être discutées dans le débat actuel sur la construction de l'Europe : la subsidiarité contre l'hypertrophie d'un quelconque pouvoir semble déjà entrée dans les mœurs, alors que le principe de coopération, seul à même de connaître les exigences réelles de la société, est réclamé par toutes les forces syndicales.

Cependant, il semble que le projet de Marc n'aille pas dans le sens de la construction européenne telle qu'elle se dessine aujourd'hui : pour lui, l'approfondissement était un préalable à l'élargissement, comme la réflexion est préférable à l'urgence. Cette cogitation nécessaire et constructive, pourtant si fréquemment invoquée dans les débats actuels, paraît au contraire céder le pas face aux accélérations de l'histoire, qui modèlent la construction de l'Europe en fonction de circonstances que personne ne semble contrôler. Toute réflexion approfondie ainsi que tout débat serein sont ainsi exclus, ce qui nous éloigne encore et toujours de cette « problématique spirituelle », que Marc voulait poser en prélude de tout projet européen, à un avenir d'autant meilleur qu'il reste lointain.

⁶³Voir LEVI Lucio, in LEVI Lucio, MONTANI Guido, ROSSOLILLO Francesco, *Trois introductions au Fédéralisme*, Les Cahiers de Ventotene, Institut d'Etudes Fédéralistes Altiero Spinelli, Lyon/ Ventotene, 1989, p.53.